

RETOUR SUR LE 20 OCTOBRE

→ www.cdmlapie.canalblog.com

CHRONOLOGIE DES FAITS :

À PAUL LAPIE

•7h : une trentaine d'élèves s'étaient donné rendez-vous pour bloquer le lycée.

•de 7h30 à 9h00 : les lycéens ne bloquent pas mais font un barrage filtrant, ceux qui veulent rentrer rentrent, plus de 300 élèves du lycée sont là.

•9h : 200 lycéens de Léonard de Vinci arrivent à Paul Lapie.

•9h15 : les lycéens partent pour débrayer Paul Painlevé, qui était en fait vide (à cause des stages en entreprise).

•9h45 : les lycéens se dirigent vers Levallois, en cortège de 500 personnes.

•10h20 : les 400 lycéens arrivent devant Léonard de Vinci.

•10h35 : 1ère charge des gendarmes mobiles, et envoi de gaz lacrymos.

•11h00 : 2ème charge des gendarmes mobiles.

•11h45 : départ en manifestation dans Levallois et passage devant le collège Danton avec environ 70 lycéens.

•12h10 : une trentaine de lycéens partent à Paris pour rejoindre les lycéens de la région parisienne pour un rassemblement.

BILAN :

Environ 300 élèves de Lapie, et 250 de Léonard de Vinci dans les rues de Courbevoie et Levallois. Deux lycéens ramassés par les pompiers, une grande majorité de lycéens (manifestants ou pas), de professeurs et même la proviseure de Léonard s'est fait gazer. Beaucoup de lycéens matraqués. Deux arrestation et gardes à vue le jour même ainsi que plusieurs autres les jours suivants : toutes sans motifs valables.

LA VÉRITÉ, RIEN QUE LA VÉRITÉ...

LE PARISIEN

Selon le Parisien, les lycéens n'étaient que 50 à «charger» les CRS, alors que nous étions plus de 400 et voulions seulement rejoindre les lycéens de Levallois comme nous l'avons fait sans problèmes à Courbevoie. Évidemment après les jets de lacrymos et les charges de CRS, nous n'étions plus que 70 pour partir en manif.

Le journal a aussi inventé que les lycéens de Léonard avaient voté la grève générale, alors qu'il avaient seulement entrepris d'aller aider les lycéens de Paul Lapie.

Le Parisien nous informe également qu'un policier a été légèrement blessé, ce qui semble utopique puisque les seuls projectiles lancés étaient des stabilos et des gommes. En revanche, le Parisien n'a pas stipulé que deux jeunes lycéens ont été blessés lourdement et ont dû être évacués par les pompiers.

L'UNI

(organisation d'extrême droite)

L'extrême droite quant à elle, a affirmé que les deux lycéens interpellés étaient en faute. Leur garde à vue de 8 heures s'est achevée prématurément suite aux exigences de leurs avocats qui ont fait comprendre aux policiers que ces jeunes n'avaient rien fait et qu'il risquaient des poursuites si ils ne les relâchaient pas.

L'UNI dit également que les manifestants étaient manipulés par des gens d'extrême gauche. Cependant les comités de mobilisations, composés d'une trentaine d'élèves, sont totalement indépendants d'une quelconque mouvance politique.

LA LETTRE DU PROVISEUR

Dans une lettre envoyée aux parents d'élèves de seconde, le proviseur dit que seulement une poignée d'élèves étaient présent au blocus alors qu'il y en avait plus de 300 (chiffre de l'administration). Le Comité de Mobilisation a décidé d'arrêter de bloquer vers 8h05 suite à la pression policière. Il faut cependant préciser que c'est le proviseur qui a décidé de fermer le lycée à 9h00 (d'ailleurs, nous le remercions pour sa participation active au blocage).

Cette lettre est une atteinte au droit de manifester. Il nous dit que manifester est « dangereux » alors que le seul danger dans ce genre de manifestations est la répression policière comme nous l'avons constaté à Levallois

Le proviseur y parle également d'instances démocratiques au sein desquelles on pourrait s'exprimer, ce que nous n'avons toujours pas eu l'occasion de voir. En effet, aucun dialogue ne veut être engagé par l'administration alors que certaines associations de parents d'élèves (FCPE) le souhaiteraient

Cerise sur le gâteau: le proviseur est un acteur majeur de la construction de la réforme. Lorsqu'un lycéen du comité de mobilisation est allé voir le proviseur adjoint pour prendre rendez-vous avec le proviseur, ce dernier lui a répondu que *le proviseur était en train de préparer la réforme avec le ministre. On comprend mieux pourquoi le proviseur tient tant à casser la mobilisation.* Cette lettre prouve bien que le proviseur ne peut pas empêcher les élèves de manifester : il essaye de mettre la pression aux parents pour qu'ils empêchent leurs enfants de manifester.

QU'EST CE QUE LA « CASSE DE L'ÉDUCATION » ?

On peut noter 3 axes d'attaque :

- La réforme du lycée ;
- Les suppressions de postes ;
- Les mesures sécuritaires.

La réforme du lycée :

Avant de parler de la réforme du lycée, qui s'attaque principalement à la valeur du bac, il faut rappeler qu'il y a deux ans ce sont les BEP et BAC pro qui ont déjà fait les frais d'une réforme. En effet, il y a deux ans les BEP ont été supprimés et la durée du BAC pro a été réduite à 3 ans (au lieu de 2 ans de BEP puis 2 ans de bac pro). La conséquence : Soit on fait en 3 ans ce qu'on faisait en 4 et le bac pro est donc plus dure à obtenir (moins de lycéens auront un diplôme) soit on diminue le nombre de matière et le contenu de l'enseignement dispensé (comme avec la suppression de la philo) et dans ce cas là le diplôme a moins de valeur : Il sera moins reconnu sur le marché du travail et les lycéens auront un avenir encore plus précaire qu'aujourd'hui. Enfin, la suppression des BEP représente une déqualification de toute la frange des lycéens qui n'arrivaient pas jusqu'au BAC pro et s'arrêtaient au bout de 2 ans, désormais ils n'auront plus aucun diplôme...

C'est dans cette logique que s'inscrit la réforme du lycée. En premier lieu il s'agit de réorganiser le temps de travail (cours de 8h à 15h). Ensuite viendrait un accompagnement personnalisé qui peut être de l'approfondissement ou du soutien scolaire ou « découverte des métiers ».

Le problème c'est que la réussite scolaire dépend de l'origine sociale.

Pour illustrer en 2008 en France pour le bac général, le taux d'admission était de 93% pour les enfants de cadres et de professions intellectuelles supérieures et de 90% pour les enfants de professions intermédiaires (moyenne de 91,5%) contre 86% pour les fils d'employé et 83% pour les enfants d'ouvriers (moyenne de 84,5%). Soit un écart d'environ 7 points.

L'écart est encore plus marqué quand on regarde tous les bacs. Dans ce cas le résultat des fils de cadres et professions intellectuelles supérieures est de 91% et de 86,2% pour les

enfants de 91% et de 86,2% pour les enfants issus des professions intermédiaires (moyenne de 89%), contre 83% pour les fils d'employés et 79% pour les fils d'ouvriers (moyenne de 81%). Soit un écart de 10 points en moyenne.

La réforme s'apprête donc à officialiser et à empirer ces inégalités. Les meilleurs (issus des catégories sociales supérieures) iront plus loin, grâce à l'approfondissement, donc leur bac aura plus de valeur que ceux qui n'accéderont qu'au socle commun de connaissances, et ce même avec le soutien scolaire, prévu par la loi Fillon en 2005 (« lire écrire compter cliquer »).

Ce système de sélection sociale va être renforcé par la volonté d'orienter les lycéens tout au long de leur scolarité en fonction de leurs résultats, qui sont liés à l'origine sociale, vers des études courtes (peu qualifiantes) ou longue (qualifiantes). Cette orientation/sélection se fera tout au long de la scolarité et même pendant l'année.

Ainsi l'orientation se ferait tout le temps mais aussi plus tôt. En effet, les rapports prévoient également que le cycle terminal (1ère et Terminale) détermine les études supérieures (la filière de la fac). Pour les BAC pro, entrée direct sur le marché du travail ; pour les BAC techno des places réservées dans les IUT et les BTS ; pour les BAC généraux le choix d'un des 3 ensembles dominants littéraire, scientifique et sciences humaines détermineraient contrairement à aujourd'hui les filières dans lesquelles on peut s'inscrire à la fac.

L'exemple de la filière S illustre bien ceci. Jugée trop généraliste, les rapports considèrent qu'il est inadmissible qu'un titulaire d'un bac S s'inscrive ensuite en philo. C'est pourquoi ils veulent rajouter de l'enseignement scientifique en retirant des matières générales. Or un bac moins généraliste c'est un bac avec moins de valeur.

Ce lien entre lycée et enseignement supérieur nous éclaire aussi sur ce que va être la valeur du bac après la réforme. « il faut utiliser l'échec potentiel à cet examen comme un moyen de pression sur les élèves » préconise Apparu dans son rapport.

Au bac on ne passera plus que 5 matières français, histoire, philo + 2 matières en fonction des modules que l'on aura suivi ; contre 9 matières aujourd'hui. On se doute bien qu'avec une division par 2 du nombre de matières la valeur va également diminuer.

La conséquence c'est que le bac aura une valeur symbolique, comme la validation de la capacité des élèves à accéder à l'enseignement supérieur, mais plus de valeur en soi. Cela signifie que les lycéens qui ne font pas d'études supérieures ou n'arrivent pas à décrocher un diplôme vont se retrouver avec un BAC sans valeur, déjà qu'aujourd'hui juste avec le bac c'était galère alors après..

Il faut ajouter une dernière touche, c'est celle de l'autonomie financière des établissements qui donnent la possibilité au lycée de recourir aux fonds privés. En clair ça signifie l'entrée des entreprises privées dans les lycées, comme en Italie où elles exercent désormais un contrôle sur le contenu de l'enseignement et des diplômes. On peut aussi imaginer la mise en place de diplômes spécialisés, professionnalisés ce qui répondraient au souci d'orientation « mettre en lien l'enseignement dispensé et l'avenir professionnel ». A titre d'exemple, en Grande Bretagne, où cela a été mis en place, il existe maintenant un bac restauration rapide valable uniquement chez Burger King, MC Do, Quick...

Les suppressions de postes

85 000 postes de profs vont être supprimés entre 2008 et 2012. Cela montre la volonté du gouvernement de faire des économies sur le dos des lycéens.

La conséquence de ces suppressions de postes : des classes surchargées, des options, des filières, des dédoublements de classes supprimées. Dans ce cas là aussi cette casse de nos conditions d'étude va plus toucher les lycéens d'origines populaire. En effet, si on réussit déjà moins bien que ceux des catégories supérieures aujourd'hui, avec la dégradation des conditions d'étude, cela va empirer.

Les mesures sécuritaires

Deux années marquées par trois mouvements lycéens contre les attaques qu'on nous ressort aujourd'hui (réforme du lycée, suppressions de postes).

Le gouvernement a compris que les lycéens ne laissent pas leur avenir se détruire et il se prépare aux prochaines mobilisations avec ces mesures.

C'est pourquoi il prévoit la mise en place d'une brigade spéciale de 20 à 50 hommes par académie qui interviendrait à l'appel du proviseur. Il sera également laissé au choix des Régions d'équiper les lycées de portiques de sécurité et de vidéo-surveillance. Tout cela signifie une augmentation de la répression dans les lycées en période de mobilisation mais aussi l'augmentation de la pression quotidienne.

Par ailleurs ces mesures sont aussi un moyen de gérer les suppressions de postes. En effet, quand les conditions d'étude s'aggravent (plus d'élèves par classe) le désordre augmente dans les classes. Dans ce cas, deux solutions : soit on supprime la cause de ce désordre (les suppressions de postes), soit on trouve un moyen de les gérer : en mettant en place « des formations à l'exercice de l'autorité » pour les profs, formations qui seront maintenant intégrées dans la formation des profs.

En conclusion : les objectifs du gouvernement sont de :

- Faire des économies sur notre dos ;
- Permettre aux entreprises faire plus de profits en cassant nos diplômes ;
- Empêcher la contestation grâce aux mesures sécuritaires.

Les annonces de Sarkozy:

Peu de choses concrètes sont sorties du discours de Sarkozy, ce n'est pas une surprise car on se doute que le gouvernement ne souhaite pas avoir un mouvement dès le début de l'année ! On retrouve quand même les grandes lignes du rapport Descoing, notamment pour l'orientation et l'accompagnement personnalisé.

Si la plupart de son «Bla-Bla» était sur l'autonomie des lycéens et les cinéclubs, ce n'est pas pour rien. La concurrence entre les lycées est exposée de manière positive : Autonomie des lycéens Mais il y a une contradiction dans son discours démagogique : On nous dit qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses de l'Etat mais par contre, on nous propose des «cinéclubs», on nous impose des portiques (+ de 2000€) et des flics !?